



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Sécurité de l'environnement industriel**

**ARRÊTÉ
METTANT EN DEMEURE
LA SOCIÉTÉ SAVANE BROSSARD DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS QUI LUI SONT
APPLICABLES POUR LES INSTALLATIONS QU'ELLE EXPLOITE SUR LE TERRITOIRE DE
LA COMMUNE DE PITHIVIERS**

La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
Vu le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2005 autorisant la société SAVANE BROSSARD à PITHIVIERS, rue de la gare des marchandises, à exploiter une usine de fabrication de pâtisseries industrielles (mise à jour administrative) avec construction d'un nouveau bâtiment ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 portant régularisation de l'entrepôt Mauffrey et mise à jour des prescriptions applicables à la société SAVANE BROSSARD ;

Vu les articles 6 et 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le courrier du 12 mai 2021 adressé à l'exploitant par l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 29 avril 2021 faisant état de non conformités aux articles 6 et 13 susvisés ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement faisant suite à la visite d'inspection du 23 février 2023 transmis à l'exploitant par courriel du 3 avril 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu la notification à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure par courrier du 14 avril 2023 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 5 mai 2023 et les pièces jointes au courrier, notamment le devis signé le 3 mai 2023 de la société GES pour la réalisation d'un audit de la station de prétraitement des effluents et d'une étude technico-économique du renforcement du prétraitement ;

Considérant que lors de la visite du 23 février 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- dépassements réguliers des VLE en concentration sur les effluents en sortie de STEP interne, pour les paramètres DCO, DBO5 et MES ;
- l'exploitant n'a pas transmis avant le 31 mars 2020 à l'inspection des installations classées les résultats de l'inspection des réseaux d'eaux, le plan actualisé des réseaux et l'échéancier de réalisation des actions correctives éventuellement nécessaires .

Considérant la récurrence de ces constats et l'absence d'actions pérennes et adaptées pour y remédier ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 6 et 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 susvisé ;

Considérant la demande de report de délais et les difficultés mises en exergue par l'exploitant dans sa réponse du 5 mai 2023 liées notamment à la disponibilité des prestataires ;

Considérant le premier plan d'actions transmis par l'exploitant et les délais prévisionnels présentés pour le retour à la conformité des rejets en sortie de la station d'épuration interne ;

Considérant que face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAVANE BROSSARD de respecter les dispositions des articles 6 et 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret

ARRETE

Article 1

La société SAVANE BROSSARD, exploitant une usine de fabrication de pâtisseries industrielles, sise rue de la gare des marchandises sur la commune de Pithiviers, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 6 et 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 susvisé en :

- transmettant, avant le 30 septembre 2023, les résultats de l'audit de ses installations de prétraitement des eaux résiduaires et de l'étude technico-économique de leur remise en conformité ainsi que la ou les solution(s) retenue(s) assortie(s) d'un échéancier de réalisation des travaux,
- respectant, avant le 31 décembre 2024, les valeurs limites d'émission de ses effluents aqueux en sortie de station d'épuration interne,
- transmettant, dans les deux mois suivant la date de notification du présent arrêté, le bon de commande de la réalisation du diagnostic de l'état des réseaux d'eaux par inspection vidéo en vue de définir leur emplacement et leur état ;
- transmettant, dans l'année suivant la date de notification du présent arrêté, les résultats de l'inspection des réseaux d'eaux, le plan des réseaux actualisés et l'échéancier de réalisation des actions correctives éventuellement nécessaires.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté est notifié à la société SAVANE BROSSARD par voie postale. Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 4 –

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le

29 MAI 2023

**Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général**



Benoît LEMAIRE

DIFFUSION :

- Société SAVANE BROSSARD
- Monsieur le Maire de PITHIVIERS
- Monsieur le Sous-Préfet de PITHIVIERS
- UD DREAL

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de 2 mois les délais de recours contentieux.

